

Maidan, l'Ukraine rêvée de la Pologne

Par **GEORGES MINK** Directeur de recherche émérite au CNRS, professeur au Collège d'Europe (campus de Natolin)

Pourquoi la Pologne est-elle en première ligne du soutien à l'Ukraine ? Pour beaucoup d'observateurs, elle n'est qu'un fauteur de troubles, conformément au stéréotype tenace d'un pays viscéralement antirusse. L'engagement massif des Polonais pour Maidan intrigue. Les manifestations pro-ukrainiennes dans toutes les villes, la multiplication des actions humanitaires (plusieurs hôpitaux reçoivent les blessés de la répression de Maidan), les collectes d'argent, de médicaments : depuis cinquante-huit ans la Pologne n'a pas connu une telle mobilisation de solidarité avec un autre peuple. La dernière fois ce fut pour la Hongrie en 1956. La solidarité avec

La Pologne fut le premier Etat à reconnaître en 1991 le nouvel Etat ukrainien, issu de l'implosion de l'URSS.

l'Ukraine a même réconcilié, certes provisoirement, les ennemis irréductibles de la scène politique polonaise, Jaroslaw Kaczynski, frère du Président qui a péri dans la catastrophe de l'avion présidentiel à Smolensk en 2010, et le Premier ministre, Donald Tusk. Tous les parlementaires ont voté une déclaration de soutien à l'Ukraine. Cet élan de solidarité nous dit quelle Ukraine les Polonais imaginent-ils à leur frontière, et quelle Russie craignent-ils.

Dans une interview du 16 mars 1919, le maréchal Pilsudski (artisan de l'indépendance de la Pologne en 1918) a dit à ses concitoyens qu'«*indépendamment de qui sera au gouvernement en Russie, celle-ci restera féroce ment impérialiste*». Cette thèse avait force de dogme. Pourtant, à partir de 1989 la vision qu'ont les Polonais de la Russie semblait évoluer et de nombreuses tentatives de réconciliation ont eu lieu. La dernière en date fut celle de la mise à plat des contentieux du passé douloureux, menée par un imposant groupe bilatéral d'historiens entre 2007 et 2010. La création des centres de dialogue à Varsovie et à Moscou avait pour objectif de poursuivre ce travail de déminage. La frontière, entre l'enclave de Kaliningrad et la Pologne du nord-est, est devenue une zone de libre circulation animant l'économie et les liens entre les deux populations locales. Pourtant, tous ces efforts pour sortir de la fatalité ont été anéantis par l'attitude de plus en plus hostile des Russes face à la volonté de la Pologne de créer un système de défense efficace. Moscou, en réplique à l'intention d'installer les batteries Patriot par les Polonais, menace d'équiper l'enclave russe de Kaliningrad de lance-missiles Iskander, capables de porter les charges nucléaires. Comme si pour les Russes, la Pologne n'était acceptable que désarmée. Depuis la crise ukrainienne, les relations entre les deux pays n'ont fait que se détériorer davantage.

Mais il faut rappeler aussi que les relations

entre les Ukrainiens et les Polonais n'ont pas toujours été très bonnes. Pendant et au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, des crimes de masse sont commis de deux côtés : les massacres de Volhynie et de la Galicie orientale (1943) perpétrés par les nationalistes ukrainiens sur la population rurale polonaise, ou dans l'autre sens et en guise de revanche l'action de purification ethnique contre les Ukrainiens, montée par la police politique communiste polonaise après 1945. Tout a changé à partir de 1989. Le bon voisinage avec l'Ukraine indépendante, voisin immédiat de la Pologne, s'inscrit depuis cette date dans les priorités de la politique étrangère polonaise. Les élites polonaises se donnent d'emblée pour cadre d'action la doctrine géopolitique construite pendant les années 1950-1989 dans les milieux de l'émigration polonaise. Il s'agissait de développer la collaboration avec les Ukrainiens, les Biélorusses et les Lituaniens et les démocrates russes, nécessaire pour transformer le rapport des forces en Europe orientale.

Par conséquent, la Pologne est le premier Etat à reconnaître en 1991 le nouvel Etat ukrainien, issu de l'implosion de l'URSS. En 2004, lorsqu'éclate en Ukraine la «révolution orange», c'est le Président polonais, de concert avec le Haut Représentant de l'UE, Javier Solana, qui réunit les différents protagonistes du conflit ukrainien, autour d'une table ronde. Un compromis débouche sur la victoire des Oranges. C'est alors que, paradoxalement, Viktor Iouchtchenko, président «orange» de l'Ukraine, ami de la Pologne, fait rentrer dans le Panthéon des héros de la nation ukrainienne Stepan Bandera, fondateur de l'armée insurrectionnelle nationaliste ukrainienne, au grand dam de la Pologne, pour qui il était surtout complice des nazis. Il n'en fallut pas moins pour semer la méfiance. Dans ce mouvement de réactivation mémorielle, l'accent positif est venu des Eglises avec l'appel conjoint de l'Eglise catholique polonaise et des Eglises uniates et orthodoxes ukrainiennes : «*Nous désirons [...] en appeler à tous, Ukrainiens et Polonais, à une courageuse ouverture des esprits et des cœurs en vue du pardon et de la réconciliation.*» Côté ukrainien trois stéréotypes rendaient difficile la réconciliation. Avant Maidan, les Ukrainiens se méfiaient de chaque geste conciliateur de la Pologne. Ils y voyaient tantôt une tendance à concevoir l'Ukraine exclusivement par son Ouest et non par Kiev, Kharkov, Odessa, Dnipropetrovsk, tantôt comme une volonté d'instrumentaliser l'Ukraine comme un Etat tampon. Enfin, ils soupçonnaient la Pologne de s'être octroyée un rôle singulier comme représentante de l'UE face à l'Ukraine, ce qu'ils interprètent comme une mission «civilisatrice», signe d'une attitude de supériorité face à l'Ukraine. Tout ceci a été balayé par la révolution ukrainienne. Pour les Polonais admiratifs de l'héroïsme du mouvement pro-européen et démocratique de Maidan, c'est l'Ukraine rêvée qui est apparue, lisible, avec la promesse d'un voisinage sans arrière-pensées.